



HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Nouméa, le 16 avril 2021

CLÔTURE DE LA CONSULTATION DE LA SOCIÉTÉ CALÉDONIENNE ET RESTITUTION DES TRAVAUX

La consultation de la société calédonienne, voulue par le ministre des Outre-mer pour nourrir la réflexion sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, s'est achevée hier, près de trois mois après son lancement.

Cette consultation, inédite dans le cadre des discussions sur l'avenir institutionnel, a permis de recueillir la vision de l'avenir du territoire d'une très large variété d'acteurs qui ont répondu à l'appel. Cette phase va désormais laisser place à une la restitution des contributions articulée en plusieurs temps.

⇒ BILAN DES CINQ AXES DE TRAVAIL

· **La démarche d'écoute profonde**

Réalisée par le prestataire Quidnovi, cette démarche a conjugué une étude qualitative et une étude quantitative pour permettre la prise de parole de toutes les catégories de population, notamment les plus éloignés du débat public comme les jeunes déscolarisés ou les femmes en tribu.

- **104** Calédoniens ont pu répondre, lors d'un entretien en face-à-face de plus d'une heure, à un questionnaire élaboré en concertation avec le comité des Sages

- **1 003 personnes**, représentatives de l'ensemble de la population calédonienne suivant la méthode des quotas, ont été interrogées par téléphone pendant vingt minutes.

· **Les contributions et auditions du monde associatif, syndical et des groupes d'intérêt**

La plateforme www.notreavenir-nc.fr mise en ligne le 25 janvier 2021 a permis d'interroger les syndicats, associations, clusters sur les grandes thématiques et notions fondamentales (indépendance, souveraineté, liens avec la France ...) associées à la consultation. Cet outil avait pour objectif de donner la possibilité d'apporter une contribution publique et volontaire au débat, selon différentes modalités :

- **113 organisations** ont complété le questionnaire proposé en ligne et qu'il était possible d'enrichir d'une contribution libre (doc PDF). Une synthèse de celles-ci sera réalisée par un prestataire extérieur (Bluenove) et sera publiée ;

- **51 d'entre elles qui en ont formulé la demande ont été ou seront reçues en audition d'ici la fin du mois** pour détailler leur projets et opinions, devant un représentant des services de l'Etat et une personne qualifiée, le tout en présence des groupes politiques le souhaitant.

· **La participation de la jeunesse**

La jeunesse calédonienne a également été appelée à s'exprimer, notamment en accédant à un

Contact presse

Cabinet du Haut-commissaire

Bureau de la communication interministérielle

questionnaire en ligne, proposé par Quidnovi et largement inspiré du questionnaire mobilisé dans le cadre de l'écoute profonde. Les étudiants de l'UNC, du vice-rectorat et de l'enseignement agricole (classes prépa et BTS), de la Maison de la Nouvelle-Calédonie à Paris ont été sollicités :

- **1 109 étudiants** ont contribué dans les 3 semaines suivant l'envoi à environ 8 000 destinataires ;
- Les chambres consulaires ont réalisé une consultation interne auprès de plus de **400 élèves en alternance** qu'elles accueillent.

· **Le dialogue avec le monde économique & social**

Quatre organisations ont été saisies par l'Etat pour apporter leur éclairage sur des thématiques spécifiques :

- **NC-Eco**, qui regroupe les chambres consulaires, les organisations patronales et différents clusters, a formulé des propositions en matière de développement économique et social.
- le **conseil économique, social et environnemental (CESE)**, a été sollicité pour travailler particulièrement sur l'exclusion économique et sociale, l'égalité hommes-femmes et la transition écologique
- le **Conseil du dialogue social** a été invité à se prononcer sur les mêmes sujets et sur celui de la répartition des richesses en Nouvelle-Calédonie ;
- le **consortium pour la recherche, l'enseignement supérieur et l'innovation (CRESICA)** s'est intéressé au défi climatique, aux enjeux environnementaux ; au développement économique et à la place de la Nouvelle-Calédonie dans l'axe Indopacifique.

· **La consultation des maires**

Les 33 maires de Nouvelle-Calédonie ont été invités à s'entretenir avec les commissaires délégués de la République pour évoquer leur vision des enjeux d'avenir et aborder notamment les questions institutionnelles concernant l'échelon communal et le territoire.

Les deux associations de maires en Nouvelle-Calédonie ont été reçues par le Haut-commissaire.

Un temps d'échange avec l'ensemble des maires de Nouvelle-Calédonie est à l'étude pour approfondir la réflexion sur la place de la commune dans l'avenir institutionnel, l'aménagement de l'espace et le vivre ensemble.

⇒ **LA RESTITUTION DES TRAVAUX**

Conformément à l'objectif de la démarche consistant à nourrir la réflexion sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, l'ensemble des contributions sera porté à la connaissance des acteurs politiques et des Calédoniens d'ici la mi-mai, après la réception et l'exploitation des dernières contributions.

La restitution comprendra différentes séquences. Sont ainsi prévues à ce stade :

- une présentation de l'ensemble des travaux aux acteurs politiques, ainsi que le ministre des Outre-mer s'y était engagé auprès d'eux ;
- une présentation de ces travaux à un large public au centre Jean-Marie TJIBAOU ;

Les 113 contributions déposées sur la plateforme www.notreavenir-nc.fr sont d'ores et déjà disponibles en consultation sur celle-ci.

Seront versés sur le site du Haut-commissariat après leur présentation aux acteurs politiques :

- une synthèse de ces 113 contributions, réalisée par le prestataire Bluenove ;
- les travaux d'écoute profonde, réalisés par le prestataire Quidnovi ;
- une synthèse des contributions des étudiants calédoniens, réalisée par le prestataire Quidnovi.

Par ailleurs, avec leur accord, les contributions des acteurs économiques et sociaux seront également rendues publiques.

Contact presse

Cabinet du Haut-commissaire

Bureau de la communication interministérielle